

Sans-papiers : petite avancée à Toulouse

vendredi 27 octobre 2006, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 26 octobre 2006).

À Toulouse, la mobilisation et la volonté de 23 familles jetées à la rue ont fait reculer le gouvernement. Depuis juin, sous prétexte de la suppression des crédits d'hébergement d'urgence décidée au ministère de l'Intérieur, la préfecture de Haute-Garonne a notifié une fin de non-recevoir aux demandes d'hébergement pour 23 familles, logées jusque-là dans des hôtels. Elle a donc renvoyé, chaque fois, les familles à la rue, malgré les rassemblements, les demandes d'audience du Réseau éducation sans frontières Haute-Garonne (RESF 31), avec l'ensemble de ses composantes, en particulier les collectifs locaux d'écoles, de collèges et de lycées. Chaque fois, au dernier moment, les collectivités locales et territoriales ont débloqué des subventions exceptionnelles permettant de financer les nuitées d'hôtel, jusqu'au lundi 16 octobre, ne voulant plus remédier au désengagement de l'État.

RESF 31, présent tout l'été aux côtés de ces familles dont la plupart, sans papiers, ont déposé un dossier dans le cadre de la circulaire du 13 Juin, avait appelé à un rassemblement le 16 octobre, à 18 heures, place du Capitole, et demandé de rester sur place tant qu'il n'y aurait pas de solution.

Toute la journée de lundi, aucune proposition n'a été faite, ni de la part de la préfecture, ni de celle de la mairie, devant laquelle un campement de fortune pour 100 personnes (48 enfants) a été installé sous un vent glacé, pour la nuit. Au petit matin, toujours aucune proposition ; les élus de l'opposition municipale ont alors ouvert des locaux municipaux pour accueillir les 23 familles. Le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, demanda au préfet de faire évacuer les lieux immédiatement ! Mardi, après une journée de mobilisation, la situation s'est débloquée avec l'annonce d'un financement de l'État jusqu'à la période hivernale, prolongeant, a priori, jusqu'à mi-mars cette solution d'hébergement.

Malgré cette victoire partielle, la vigilance s'impose, car la question d'un logement décent et durable ne sera réglée qu'avec la régularisation de toutes les familles et, au delà, de tous les sans-papiers.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2178 du 26 octobre 2006.